

## COUR ADMINISTRATIVE

**Numéro du rôle : 27555C**

Inscrit le 6 décembre 2010

---

### **Audience publique du 28 avril 2011**

**Appel formé par  
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg  
contre  
un jugement du tribunal administratif du 27 octobre 2010 (n<sup>os</sup> 24257 et 24530  
du rôle)  
dans un litige l'opposant à  
la société en commandite simple ... s.à r.l. & Cie et consorts  
en matière d'impôt sur le revenu**

---

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 27555C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 6 décembre 2010 par Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK, sur base d'un mandat lui conféré par le ministre des Finances le 19 novembre 2010, au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 27 octobre 2010, par lequel ledit tribunal a

- joint le recours introduit au nom de la société en commandite simple ... s.à r.l. & Cie s.e.c.s. et de Madame ... , épouse ... , inscrit sous le numéro 24257 du rôle, et le recours introduit au nom de Madame ... , ainsi que de Madame ... , inscrit sous le numéro 24530 du rôle, ces deux recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation du bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 1998 à l'égard de la société ... s.à r.l. & Cie s.e.c.s. par le bureau d'imposition Sociétés ... le 4 juillet 2007,
- donné acte à Monsieur ... , Madame ... , Madame ... , Monsieur ... , Monsieur ... et Madame ... de ce qu'ils reprennent l'instance introduite par feu Madame ... ,
- déclaré fondé le recours inscrit sous le numéro 24257 du rôle dans la mesure où il est introduit par Madame ... ,

- annulé le bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 1998,
- déclaré le recours inscrit sous le numéro 24257 du rôle, dans la mesure où il est introduit par la société ... s.à r.l. & Cie s.e.c.s., ainsi que le recours inscrit sous le numéro 24530 du rôle sans objet et
- condamné l'Etat aux frais de l'instance ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 21 janvier 2011 par Maître Jean-Paul NOESEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la société ... s.à r.l. & Cie s.e.c.s., Monsieur ...., Madame ...., Madame ...., Madame ...., Monsieur ... et de Monsieur .... ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 21 février 2011 par Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 8 mars 2011 par Maître Jean-Paul NOESEN pour compte de la société ... s.à r.l. & Cie s.e.c.s., Monsieur ...., Madame ...., Madame ...., Madame ...., Monsieur .... et Monsieur .... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean-Paul NOESEN et Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 avril 2011 ;

Vu le courrier de Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS du 12 avril 2011 ;

Vu le courrier de Maître Jean-Paul NOESEN du même jour pour compte de la société ... s.à r.l. & Cie s.e.c.s., Monsieur ...., Madame ...., Madame ...., Madame ...., Monsieur .... et Monsieur ....

-----  
La société en commandite simple ... s.à r.l. & Cie s.e.c.s., désignée ci-après par la « société ... s.e.c.s. », se composa de quatre associés commanditaires, à savoir Madame ..., épouse ..., Madame ..., épouse ..., ainsi que Monsieur ..., et d'un associé commandité, à savoir la société à responsabilité limitée ... s.à r.l..

En date du 4 juillet 2007, le bureau d'imposition Sociétés ... de la section des sociétés du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « bureau d'imposition », émit à l'égard de la société ... s.e.c.s. le bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 1998. Ledit bulletin retint un bénéfice commercial imposable de la société ... s.e.c.s. de 75.097.409 LUF et précisa que « la répartition sur les cointéressés a lieu ci-après. (...) Les parts établies serviront de base à l'assiette de l'impôt sur le revenu (resp. de l'impôt sur le revenu des collectivités) des coexploitants cointéressés pour l'année sous rubrique (...) ». Ainsi, suivant ledit bulletin, la quote-part dans les revenus collectifs retenue à l'égard de Madame ... s'élève à 24.899.233 LUF, celle retenue à l'égard de Monsieur ... également à 24.899.223 LUF, celle retenue à l'égard de Madame ... à 12.499.611 LUF et

celle retenue à l'égard de Madame .... également à 12.499.611 LUF. Enfin, le bulletin retient une quote-part des revenus collectifs à l'égard de « *la société* ...-... » de 209.741 LUF.

Par courrier de leur mandataire du 28 septembre 2007, la société ...-... s.e.c.s. et Madame ... firent introduire une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, dénommé ci-après le « *directeur* », à l'encontre du prédit bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 1998.

Par courrier de leur mandataire du 3 octobre 2007, Madame ... et Madame ... s'adressèrent au directeur pour l'informer qu'elles avaient pris connaissance de ladite réclamation introduite par la société ...-... s.e.c.s. et par Madame ... le 28 septembre 2007 et qu'elles introduisaient à leur tour une réclamation contre ledit bulletin, en se ralliant aux moyens développés par la société ...-... s.e.c.s. et par Madame ...

La réclamation introduite en date du 28 septembre 2007 étant restée sans réponse, la société ...-... s.e.c.s. et Madame ... firent déposer en date du 9 avril 2008 devant le tribunal administratif un recours inscrit sous le numéro 24257 du rôle.

La réclamation introduite le 3 octobre 2007 par Madame ... et Madame ... étant également restée sans réponse, ces dernières firent, à leur tour, déposer en date du 25 juin 2008 devant le tribunal administratif un recours contentieux, inscrit sous le numéro 24530 du rôle.

Par acte du 26 février 2010, Monsieur ....-..., Madame ....-..., Madame ....-..., Monsieur ....-..., Monsieur ....-... et Madame ....-..., ci-après désignés par les « *consorts* ...-... », déclarèrent reprendre l'instance introduite par feu Madame ...

A travers un jugement du 27 octobre 2010, le tribunal administratif décida de joindre ces deux recours dirigés contre un même bulletin d'établissement, écarta plusieurs moyens d'irrecevabilité soulevés par le délégué du gouvernement et donna acte aux héritiers de feu Madame ... de leur reprise d'instance.

Quant au fond, le tribunal retint en substance que le délai spécial de prescription de dix ans ne pourrait pas trouver application en l'espèce en l'absence d'une insuffisance dans l'exécution de son obligation déclarative imputable à la société ...-... s.e.c.s. ou à Madame ... de manière qu'une prescription quinquennale se serait appliquée dont le délai aurait commencé à courir le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Ensuite, le tribunal considéra qu'à défaut d'une suspension de ce délai, la prescription quinquennale serait acquise depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et constituerait partant un obstacle légal à l'établissement d'un autre bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés, de manière à avoir annulé le bulletin d'établissement entrepris du 4 juillet 2007 dans le chef de Madame ... Pour le surplus, le tribunal rappela que l'annulation avait un effet *erga omnes*, dans la mesure où l'acte administratif censuré disparaît de l'ordre juridique à l'égard de tous, et en déduisit que l'objet du recours inscrit sous le numéro 24257 du rôle, dans la mesure où il est introduit par la société ...-... s.e.c.s., ainsi que celui du recours inscrit sous le numéro 24530 du rôle avait disparu du fait de l'annulation du bulletin d'impôt déferé.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 6 décembre 2010, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg a fait relever appel de ce jugement du 27 octobre 2010.

Il y a lieu de statuer liminairement sur la question de l'admissibilité du mémoire en réponse déposé le 21 janvier 2011 pour compte de la société ...-... s.e.c.s. et des consorts ...

.... Le délégué du gouvernement considère que ce mémoire en réponse devrait être écarté des débats pour tardiveté dans le chef des consorts ...- ..., au motif que la requête d'appel leur aurait été signifiée le 16 décembre 2010 et qu'ils auraient partant dû déposer leur mémoire en réponse dans le mois à partir de cette signification. De même, ledit mémoire en réponse serait irrecevable dans le chef de la société ...-... s.e.c.s. au motif que cette dernière ne serait pas partie à l'appel puisque celui-ci serait expressément limité à la partie du jugement ayant trait au recours introduit par Madame ... ..

La société ...-... s.e.c.s. et les consorts ...- ... rétorquent que la requête d'appel leur aurait été notifiée en l'étude de leur mandataire « *pour cause de convenance* » et ils déclarent se rapporter à prudence de justice quant à la question de savoir si cette « *notification de substitution* » a pu faire courir à leur égard le délai d'un mois pour le dépôt de leur mémoire en réponse. En outre, ils estiment que ce même délai commencerait à courir à partir de la notification de la requête d'appel à la dernière partie intimée. Quant à la société ...-... s.e.c.s., les intimés considèrent qu'elle aurait la qualité de partie intimée du fait de la réception d'une notification de la requête d'appel au même titre que les autres parties intimées et que la limitation de l'objet de l'appel étatique n'aurait aucune influence sur sa qualité de partie intimée.

L'article 39 (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après « *la loi du 21 juin 1999* », dispose que « *faute par le requérant de signifier son recours dans le mois du dépôt du recours, celui-ci est caduc* ».

Suivant l'article 50 de la loi du 21 juin 1999, « *par dérogation à l'article 39, en cas d'appel interjeté de la part de l'Etat, le greffier communique, selon les formalités prévues à l'article 34, aux parties en cause en première instance copie de la requête d'appel, des mémoires et pièces fournis. La partie intimée et les tiers intéressés sont tenus de répondre dans le délai prévu à l'article 46* ». Conformément à l'article 46 (1) de la même loi, « *la partie intimée et le tiers intéressé sont tenus de fournir leur réponse dans le délai d'un mois à dater de la signification de la requête d'appel* ».

En vertu des dispositions dérogatoires de l'article 50, la communication de la requête d'appel par la voie du greffe suffit pour informer les autres parties en cause en première instance de l'appel interjeté, ainsi que pour faire courir les délais en vue de la fourniture du mémoire en réponse.

Si l'article 50 précité prévoit certes la communication de la requête d'appel déposée par l'Etat aux parties en cause en première instance sans mentionner la faculté d'une communication aux mandataires de ces parties, il n'en reste pas moins que cette disposition renvoie, en ce qui concerne les formalités de cette communication, à l'article 34 de la loi du 21 juin 1999 relatif aux formalités de notification des jugements de première instance. Or, en disposant dans son alinéa (2) que « *le pli est délivré aux mandataires auprès desquels les parties ont élu domicile* », l'article 34 prévisé doit être interprété comme ouvrant, conformément au renvoi opéré par l'article 50 de la même loi, la possibilité d'une notification d'une requête d'appel étatique au mandataire d'une partie pour autant que l'existence d'un mandat en ce sens en faveur du mandataire se trouve vérifiée en cause.

Or, il résulte d'un courrier de Maître Jean-Paul NOESEN du 13 décembre 2010 qu'il a confirmé la possibilité de voir notifier la requête d'appel étatique en son étude en ce qui concerne les consorts ...- .... Ce faisant, il a nécessairement reconnu l'existence d'un mandat lui accordé par ces personnes en vue de la réception de la communication de la requête d'appel étatique à leur égard, de manière que la communication de ladite requête à son étude

doit être qualifiée de conforme à l'article 50 de la loi du 21 juin 1999 en ce qui concerne les consorts ...- ....

En outre, il se dégage des avis de réception de l'Entreprise des Postes et Télécommunications que des copies de la requête d'appel étatique ont été réceptionnées par Maître Jean-Paul NOESEN pour compte des consorts ...- ... le 16 décembre 2010.

En ce qui concerne la société ...-... s.e.c.s., il se dégage des éléments en cause qu'une copie de la requête d'appel lui a été envoyée le 14 décembre 2010 à sa dernière adresse connue, correspondant à son siège social conformément aux inscriptions auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, mais que cet envoi, présenté le 15 décembre 2010, a été retourné au greffe de la Cour au motif indiqué sur l'avis de notification que le destinataire était parti de l'adresse indiquée.

Dans ces circonstances, il ne saurait être valablement soutenu que cette notification au dernier siège social de la société ...-... s.e.c.s. n'aurait pas pu constituer une notification valable au sens de l'article 50 de la loi du 21 juin 1999 et faire courir le délai d'un mois pour le dépôt d'un mémoire en réponse. En effet, au vu de l'envoi des copies de la requête d'appel au dernier siège social connu de la société ...-... s.e.c.s. et du fait que, contrairement à l'exigence posée par les articles 1<sup>er</sup> et 41 (1) de la loi du 21 juin 1999, son mandataire n'a indiqué ni en première instance, ni en instance d'appel l'adresse du siège social de cette société, le fait que cette notification n'a pas été réceptionnée par son destinataire et que le dépôt d'un avis à cette adresse n'a pas été documenté ne sont pas de nature à empêcher la conséquence légale prévue par l'article 34 (6) de la loi du 21 juin 1999 que la notification est censée avoir été faite le jour de la présentation du courrier par l'agent de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, soit le 15 décembre 2010.

Il découle de ces développements que le délai pour le dépôt d'un mémoire en réponse a commencé à courir le 15 décembre 2010 à l'égard de la société ...-... s.e.c.s. et le 16 décembre 2010 à l'égard des consorts ...- ....

La communication de la requête d'appel étatique accomplie au liquidateur de la société à responsabilité limitée ... .. s.à r.l. par courrier recommandé du 29 décembre 2010 ne saurait quant à elle avoir pour effet ni de faire courir un nouvel délai, ni d'entraîner un allongement du délai déjà en cours.

Par voie de conséquence, le mémoire en réponse déposé le 21 janvier 2011 pour compte de la société ...-... s.e.c.s. et des consorts ...- ... est à écarter des débats pour avoir été déposé au-delà du délai légal d'un mois. Dans la mesure où les mémoires en réplique et en duplique ne constituent que la suite du mémoire en réponse, ils doivent subir le même sort.

L'appel étatique est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

L'Etat reproche aux premiers juges une fausse application de l'article 10 de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau de vie et des cotisations d'assurance sociale, ci-après « *la loi du 27 novembre 1933* ». Il fait valoir à cet égard que, si un bulletin d'établissement séparé et en commun peut certes faire l'objet d'une réclamation autonome par dérogation au principe que la fixation des bases d'imposition ne peut pas faire l'objet d'un recours distinct, un tel bulletin, en se limitant à la fixation de bases d'imposition, ne serait pas exécutoire en soi à défaut de fixation d'une cote d'impôt et partant de la naissance d'une créance du Trésor. Par voie de conséquence, les bases d'imposition retenues par un tel bulletin ne pourraient pas

faire l'objet d'une prescription et le bulletin afférent ne pourrait pas encourir l'annulation de ce chef même si la créance du Trésor, fixée par les bulletins d'impôt individuels des cointéressés reprenant les bases déterminées par le bulletin d'établissement séparé et en commun, se trouve prescrite.

L'Etat ajoute que la prescription ne serait pas acquise en l'espèce au vu d'actes de recouvrement engagés entre autres à l'égard de Madame ... ..., des saisies-arrêts ayant été pratiquées les 27 février 2001, 2 juillet 2003 et 30 avril 2004, de même qu'une sommation à tiers détenteur le 30 décembre 2003.

Finalement, l'Etat indique que les premiers juges sembleraient admettre qu'un bulletin d'établissement séparé et en commun puisse liquider l'impôt, décision qui serait cependant étrangère au champ décisionnel d'un bulletin d'établissement séparé et en commun.

La prescription extinctive s'analysant en l'extinction d'un droit d'une personne à l'égard d'une autre après l'expiration d'un certain délai, elle s'applique en matière des impôts directs exclusivement à l'égard d'une créance qui s'éteint par l'écoulement d'un certain laps de temps. L'article 10 de la loi du 27 novembre 1933 dispose en effet plus particulièrement que « *la créance du trésor se prescrit par cinq ans* ». Or, étant donné qu'un bulletin d'établissement en commun fixe un revenu commun à plusieurs contribuables et les quote-parts imputables à chacun d'eux, mais non pas une cote d'impôt dont ils seraient redevables et partant une créance en faveur du Trésor, la prescription de la dette d'impôt ne constitue pas en elle-même un empêchement à l'émission d'un bulletin d'établissement séparé et en commun, vu « *que les délais de prescription de l'impôt ne jouent pas à l'égard des décisions qui ne fixent pas une cote d'impôt, mais une base d'imposition* » (CE 10 juillet 1968, Paquet-Laedrach, n° 5855 et 5992).

Cependant, un bulletin d'établissement séparé et en commun relatif à une année d'imposition donnée qui est émis après que la prescription de la dette d'impôt pour cette année d'imposition se trouve acquise dans le chef de tous les destinataires de ce bulletin doit être considéré comme décision dépourvue d'une cause valable et devant encourir l'annulation de ce chef afin d'éviter le maintien, dans l'ordonnancement juridique, d'actes administratifs dépourvus de tout effet concret *ab initio*, sauf si son émission se justifie par des motifs particuliers autres que la seule détermination séparée de bases d'imposition pour une année d'imposition en cause en vue de leur reprise dans le cadre des impositions individuelles des cointéressés destinataires de ce bulletin d'établissement au titre de cette même année d'imposition.

Par voie de conséquence, la prescription des dettes d'impôt à l'égard des destinataires d'un bulletin d'établissement séparé et en commun ne constitue pas directement une cause d'annulation automatique de ce bulletin, mais peut avoir indirectement cet effet à l'égard d'un bulletin d'établissement séparé et en commun ne se justifiant par aucun autre intérêt d'ordre fiscal que la détermination de certaines bases d'imposition en vue de l'imposition individuelle des destinataires de ce bulletin.

Or, en l'espèce, aucun motif particulier d'ordre fiscal n'est invoqué par le délégué du gouvernement ou ne se dégage des éléments du dossier.

Il s'ensuit qu'il y a lieu, en l'espèce, de vérifier si la prescription des créances de l'impôt sur le revenu au titre de l'année 1998 se trouve acquise pour tous les cointéressés dans la société ...-... s.e.c.s. qui sont destinataires du bulletin d'établissement litigieux du 4 juillet 2007.

La Cour rejoint les développements des premiers juges en ce qu'ils ont décidé que la créance du Trésor relative à l'impôt sur le revenu pour l'année 1998 est née en 1998, de sorte que le délai de prescription a pris cours le 1<sup>er</sup> janvier 1999, que le délai de prescription de cinq ans est le délai de droit commun et que le délai de dix ans est un délai spécial qui sanctionne des insuffisances imputables au contribuable soumis à l'obligation déclarative et ne peut pas trouver application si le contribuable a satisfait à ses obligations dans les limites de son pouvoir. En l'absence de tout élément concret en sens contraire, voire d'une quelconque contestation à cet égard de la part du délégué du gouvernement, la Cour partage pareillement l'appréciation des premiers juges qu'il y a lieu d'admettre qu'une insuffisance dans l'exécution de leur obligation déclarative ne peut pas être reprochée à la société ...-... s.e.c.s. et à ses associés, de manière que le délai spécial de prescription de dix ans ne peut trouver application en l'espèce et que le délai de droit commun de cinq ans était applicable à l'égard de tous les cointéressés dont le délai a commencé à courir le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et a partant expiré le 31 décembre 2003.

Or, force est de constater à cet égard que le délégué du gouvernement se prévaut exclusivement de la non-expiration du délai de prescription à l'égard de Madame ... du fait de plusieurs actes de poursuite posés à son encontre, mais n'invoque aucunement une interruption ou suspension de la prescription à l'égard des autres destinataires du bulletin d'établissement litigieux du 4 juillet 2007, de manière que la Cour est amenée à conclure à la prescription de la dette de l'impôt sur le revenu pour l'année 1998 dans le chef des autres associés de la société ...-... s.e.c.s..

En ce qui concerne Madame ... ..., il y a lieu de préciser d'abord que le délai de prescription n'a pas été suspendu par l'introduction de sa réclamation en date du 25 novembre 2003 à l'encontre de son bulletin de l'impôt sur le revenu individuel pour l'année 1998 du 28 août 2003, étant donné qu'au vœu de l'article 3 (1) de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues, la suspension du délai de prescription ne commence qu'à partir du moment du paiement intégral des impôts dus et contestés et qu'il se dégage des actes de poursuite versés en cause que Madame ... n'avait pas réglé entièrement sa dette de l'impôt sur le revenu pour l'année 1998 jusqu'au 31 décembre 2003.

Relativement à l'interruption alléguée du délai de prescription à l'égard de Madame ... par les actes de poursuite invoqués par le délégué du gouvernement, il y a lieu de rappeler qu'un acte de poursuite n'est susceptible d'interrompre un délai de prescription que s'il a pour objet la créance concernée à l'égard de laquelle la prescription est invoquée. Or, la saisie-arrêt du 22 février 2001 et celle du 2 juillet 2003 portent certes sur un certain nombre de dettes d'impôt sur le revenu et d'impôt sur la fortune de Madame ... ..., mais non pas sur la dette d'impôt sur le revenu pour l'année 1998 telle que fixée par le bulletin individuel de l'impôt sur le revenu pour l'année 1998, émis à l'égard de Madame ... le 28 août 2003.

Il est par contre vrai que cette dette d'impôt sur le revenu pour l'année 1998 se trouve visée pour la première fois par une sommation à tiers détenteur du 30 décembre 2003 adressée à un établissement de crédit de la place, lequel a informé la section des poursuites de l'administration des Contributions directes le même jour de l'absence de comptes au nom de Madame ... en ses livres. Le délégué du gouvernement précise que cette sommation, n'ayant plus d'objet au vu de la réponse de l'établissement de crédit, n'a pas été signifiée ou notifiée à Madame ... ..., mais il affirme que, dans la mesure où une sommation à tiers détenteur équivaldrait à une saisie-arrêt validée passée en force de chose jugée, elle serait à elle seule interruptive de la prescription.

Or, cette position du délégué du gouvernement méconnaît qu'un jugement de validation d'une saisie-arrêt ne produit ses effets à l'égard des parties qu'à partir de sa signification à ces dernières et que l'article 2244 du Code civil, applicable en la matière au vœu de l'article 3 de la loi susvisée du 22 décembre 1951, érige la signification du commandement ou de la saisie « *à celui qu'on veut empêcher de prescrire* » en condition pour emporter l'interruption de la prescription. Par voie de conséquence, la sommation à tiers détenteur du 30 décembre 2003 non signifiée à l'intéressée n'a pas avoir eu pour effet d'interrompre le délai de prescription de la dette d'impôt sur le revenu pour l'année 1998 de Madame ... ..

Dans la mesure où aucun autre acte de poursuite posé avant l'expiration dudit délai de prescription n'a été invoqué en cause et où les autres actes de poursuite avancés en cause ont été pris après l'expiration du délai de prescription au 31 décembre 2003, il y a lieu d'admettre que la prescription des dettes individuelles de l'impôt sur le revenu était acquise à l'égard de tous les destinataires du bulletin d'établissement séparé et en commun litigieux à la date de son émission, soit le 4 juillet 2007.

En l'absence ci-avant constatée d'un intérêt d'ordre fiscal autre que la détermination de certaines bases d'imposition en vue de l'imposition individuelle des destinataires de ce bulletin du 4 juillet 2007 à l'impôt sur le revenu au titre de l'année d'imposition 1998 et au vu de la prescription acquise à l'égard de tous ses destinataires à la date de son émission, les premiers juges sont à confirmer en ce qu'ils ont annulé ce bulletin d'établissement et ont constaté que cette annulation produit ses effets *erga omnes*.

Il découle de ces développements que l'appel étatique est à rejeter comme n'étant pas fondé.

### **PAR CES MOTIFS**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,  
écarte des débats les mémoires en réponse, en réplique et en duplique,  
reçoit l'appel du 6 décembre 2010 en la forme,  
au fond, le déclare non justifié et en déboute,  
condamne l'Etat aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Henri CAMPILL, premier conseiller,

Serge SCHROEDER, conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu à l'audience publique du 28 avril 2011 au local ordinaire des audiences de la Cour par le premier conseiller, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.



s. MAY

S. CAMPILL

**Reproduction certifiée conforme à l'original.**

Luxembourg, le 29 mai 2016

Le greffier en chef de la Cour administrative